

## Composition de culture générale : Le débat public a-t-il toujours un sens ?

"La citoyenneté est l'appartenance à une collectivité aux règles de fonctionnement de laquelle on est assujéti tout en étant coresponsable de l'élaboration et de leur gestion." affirme le sociologue J.P. Worms, consacrant la délibération citoyenne comme source privilégiée de la démocratie. En effet, le processus délibératif est un des modes essentiels d'expression du pouvoir du peuple. Le débat public se fait jour en tant qu'outil d'élaboration de la signification que les sociétés républicaines se donnent. Toutefois, nos sociétés modernes ne sont pas des démocraties directes, comme l'était la cité d'Athènes à l'Antiquité, où le débat public fondait les décisions politiques et donnait tout leur sens aux libertés des citoyens. Nous vivons en démocratie représentative où le pouvoir des citoyens est délégué aux hommes politiques qui élaborent et font exécuter les lois auxquelles tous sont soumis. Dans ce cadre, le débat public a-t-il toujours un sens ? Autrement dit, la délibération sur l'espace public est-elle systématiquement porteuse d'une valeur signifiante pour les individus et les sociétés ? Pour résoudre ce problème, nous verrons d'abord en quoi le débat public est une composante incontournable qui donne sens à la vie en société, puis nous étudierons les menaces que l'avènement des nouveaux moyens de communication fait peser sur la signification de la délibération, et enfin nous explorerons des pistes de remotivation de la discussion comme source et outil d'exercice de la citoyenneté.

\*\*\*

En premier lieu, le débat public a toujours un sens fondamental : il est le mode d'appropriation du pouvoir par les sujets individuels qui a permis l'avènement de la démocratie. Dans sa Politique, Aristote écrit que l'homme est un "animal politique" dans la mesure où il maîtrise le "logos", la parole raisonnable. En effet, c'est la raison qui fonde l'homme comme être fait pour vivre en société, puisqu'elle lui permet d'organiser ses échanges avec ses semblables et d'ériger la cité. La maîtrise de la parole par des sujets qui ont conscience que leur individualité s'est forgée dans la relation intersubjective est le fondement de la démocratie. Le débat public a toujours un sens, celui d'actualiser à chacune de ses occurrences l'intersubjectivité comme mode d'être –au-monde proprement humain. En conséquence, les Grecs considéraient le débat public sur l'agora comme une condition essentielle de la liberté des individus. Le sens du débat public réside dans l'arbitraire du signe né de la raison. L'exil raisonnable de l'homme hors d'une relation d'immanence béate au monde (illustrée dans la Genèse par l'exil d'Adam et Eve hors du jardin d'Eden une fois qu'ils ont goûté au fruit de la connaissance) met celui-ci aux prises avec une réalité toujours insaisissable dans laquelle il doit projeter sa propre finalité. Dans son Cours de linguistique Ferdinand de Saussure souligne l'arbitraire de la relation entre le signifiant et le signifié qui caractérise la parole. Celle-ci est de fait une émanation de la lutte du sujet aux prises avec une réalité qui se dérobe à son effort de circonscription rationnelle, mise en scène par Albert Camus dans Le mythe de Sisyphe. Cependant, l'entreprise de signification du monde par la conscience n'est pas seulement une entreprise individuelle. Elle s'actualise dans la manière dont les hommes s'organisent en société grâce à la parole et au système symbolique qui constitue leur culture. L'anthropologue Claude Lévi-Strauss étudie la culture comme système de signes fondé sur le don et le contre-don. Toute société humaine fonctionne sur le mode symbolique (l'étymologie du mot symbole renvoyant au pot brisé dont deux citoyens liés par une obligation mutuelle se partageaient les morceaux dans la Grèce antique), où l'homme s'institue comme sujet dans le rapport aux autres. La constitution d'un espace public fondé sur la délibération rationnelle et la relation symbolique fonde le débat public comme source de la vie en société, mode d'être-au-monde proprement humain.

En outre, la délibération intersubjective est au principe des Lumières. Le courant philosophique du XVIII<sup>ème</sup> siècle opère une révolution, en ce qu'il institue la raison humaine, et non plus le divin, comme source de connaissance du monde et de légitimité du pouvoir politique. Dès lors, c'est l'échange raisonnable qui fonde la réalité de la connaissance (avec l'expérience collective de l'Encyclopédie dirigée par d'Alembert et Diderot) et le modèle politique. Ce siècle des Lumières est aussi celui de la prolifération des journaux : la presse fait émerger un nouvel espace public de débat qui permettra la diffusion de la réflexion politique. Les lumières, qui donnent sa puissance délibérative à l'entendement humain, et le développement d'un espace public via la presse, seront des facteurs qui aboutiront à la Révolution française de 1789. Le débat public a donc toujours un sens puisqu'il

fonde l'espace démocratique. Spinoza dans De l'autorité politique souligne la vertu démocratique de la coexistence sur l'espace public des opinions divergentes grâce au débat. Il affirme en effet que l'Etat doit, dans la mesure où elles n'attendent pas à la dignité humaine, laisser exister toutes les opinions sur la place publique. Celles-ci s'enrichissent et se neutralisent mutuellement pour constituer un espace commun d'appartenance pour tous les citoyens. Le débat public institue l'espace public comme lieu privilégié d'expression des contradictions inhérentes à toute société démocratique. Les démocraties se caractérisent par la coexistence des croyances contraires qui s'harmonisent dans un débat public facilité par le sentiment de fraternité, c'est-à-dire la reconnaissance de l'autre comme alter ego malgré sa différence. La puissance de signification de la délibération publique est soulignée en creux par son verrouillage dans les sociétés totalitaires. Dans celles-ci, le débat public n'a plus de sens dans la mesure où l'Etat se substitue à la société civile et interdit toute proposition. L'Allemagne nazie s'est ainsi dotée d'un ministère de la propagande dirigée par Goebbels pour imposer une vision du monde univoque, et d'une police politique, la Gestapo, pour réprimer toute manifestation d'opposition politique.

Le sens que contient systématiquement le débat politique est celui d'instaurer un espace à la fois de communauté et d'expression des désaccords. En France, l'Etat s'est efforcé de donner corps à ce débat public, que ce soit en 1884, pour l'instauration de la liberté syndicale qui a permis une structuration des oppositions des acteurs sociaux, où de nos jours, grâce à l'existence de la chaîne parlementaire qui garantit la publicité du débat politique (par la retranscription des débats du Parlement). Kant souligne en effet dans son Projet de paix perpétuelle que la légitimité du pouvoir politique suppose la publicité de ses décisions face aux citoyens. En conséquence, le débat public a toujours le sens de fonder la puissance publique. Néanmoins, la représentation de la République à travers les médias suffit-elle à motiver le débat public comme outil démocratique ? Sa médiatisation, démultipliée avec l'avènement des nouvelles technologies de l'information et de la communication, n'altère-t-elle pas sa capacité à faire sens pour la société et les individus ?

\*\*\*

Dans un deuxième temps, on peut interroger le sens du débat public à l'heure de la société des écrans. La télévision, qui est le premier moyen d'information pour plus de 70% des Français, met en scène la délibération publique, par exemple dans les débats télévisés. Dans ceux-ci, toutefois, la parole des citoyens ne se déploie pas en liberté. L'animateur "télé" se charge de transmettre aux responsables politiques, en la reformulant, la question des citoyens ordinaires, et ceux-ci ne bénéficient d'aucun droit de suite. Cette mise en scène du débat public se fait donc jour comme simulacre où se réaffirme l'autorité des responsables politiques et où l'irruption de l'opinion des citoyens reste à la marge. A la télévision, la capacité du débat public à faire sens est menacée par des dispositifs qui confisquent la parole publique au profit de professionnels de la communication que sont les animateurs. Cela aboutit à une professionnalisation de la sphère politique qui est occupée par des spécialistes de la communication. Cette spécialisation contamine tous les médias, où tendent de plus en plus à se confondre journalisme d'information et journalisme de communication. Cette confusion hypothèque l'intelligibilité du débat public ainsi confisqué par les citoyens qui n'en sont plus les acteurs, mais les destinataires. Dès lors, dans quelle mesure peut-il être qualifié de "public" ?

La montée de l'audiovisuel concourt à une dénaturation du débat public, ainsi que le souligne Umberto Eco dans son ouvrage La guerre du faux. Il y montre que la "néo-télévision" (appelée ainsi par opposition à la "paléo-télévision") se caractérise par une diffusion de contenu en continu et une mise en scène de la relation à elle-même de la télévision. Ce qui prime, ce n'est plus le contenu, mais l'authenticité de la relation, représentée par exemple dans le journal télévisé où l'animateur parle au spectateur "les yeux dans les yeux" tout en donnant à voir la quête de l'information. Cette forme de télévision menace la qualité du débat public puisqu'elle tend à le mettre sur le registre de l'émotion et du spectacle. On se souviendra ainsi des excès de la course à l'information en continu qui a poussé BFM TV à divulguer en direct le "scoop" de la présence d'un otage dissimulé dans un placard lors de la prise d'otages à l'imprimerie après les attentats de Charlie Hebdo. La recherche du sensationnel met en péril toute réflexion qui viendrait motiver l'espace public comme lieu d'un débat de société pour privilégier une avalanche de contenu insensé.

Dans cette perspective, Régis Debray analyse la "vidéosphère", l'ère de la domination de l'audiovisuel, comme celle d'un débat public vidéé de son sens par le primat du sentiment et de la sphère privée. Il met en garde contre la "babélisation de l'espace public" impliquée par la numérisation, l'ère d'internet. Internet peut être analysé comme un facteur de privatisation de

l'appréhension des contenus et de retranchement des individus dans la sphère privée. Cela est illustré par le fait que la plus grosse industrie développée sur le net est celle de la diffusion d'images à caractère pornographique, ou encore par le fait que les images les plus partagées sur les réseaux sociaux sont celles de bébés animaux. Le "street-artist" Banksy a d'ailleurs diffusé sur Twitter début 2015 la photo d'un graff d'un chaton peint sur une maison dévastée de Gaza, pour dénoncer l'inanité des contenus échangés sur le net, et attirer l'attention sur le sort fait à la population palestinienne lors de l'opération "Bordure protectrice".

Internet tend donc à l'avènement du particulier sur l'espace public plus qu'à la tenue systématique d'un débat de qualité. C'est aussi un espace où l'on peut s'exprimer de manière anonyme, ce qui va à l'encontre de la responsabilité de chacun impliquée dans l'idéal de débat public comme manière de faire advenir un sens commun. Cet anonymat favorise la dégradation de la délibération en polémique entre des postures inconciliables et parfois extrémistes qui minent le débat (dont les tenants sont fréquemment dénoncés sous le terme de "trolls" qui rendent impossible une discussion sereine). Internet peut être l'espace de la polémique où pour "faire le buzz" c'est-à-dire faire parler d'eux, les contributeurs privilégient la passion par rapport à la raison. En conséquence le débat public peut n'y avoir aucun sens face à des postures individuelles irréductibles ne participant plus à la constitution d'aucune communauté.

La contribution des nouveaux réseaux de communication à un débat public de qualité est minée par l'avènement d'un système économique mondialisé. Dans Dialectique de la Raison, Adorno et Horkheimer (de l'école de Francfort) critiquent les industries culturelles qui tendent à la diffusion mondiale d'un contenu standardisé qui ne permet plus aux sociétés de "faire sens". Cette diffusion de contenus identiques dans le monde entier peut être illustrée par le pouvoir d'influence de CNN, chaîne d'information américaine qui touche plus de cent quinze millions de foyers dans le monde, dont quatre-vingt-quinze millions en dehors des Etats-Unis. Cette diffusion mondialisée de contenus identiques, loin de constituer un espace mondialisé de débat (même si elle peut réunir les individus du monde entier autour de certaines "cérémonies" comme les premiers pas de l'homme sur la lune en 1969), paralyse les citoyens et favorise le sentiment d'éloignement et d'impuissance. Dès lors, dans un monde où la démultiplication des supports et des contenus tend à hypothéquer la valeur de la parole publique, comment remotiver le débat ?

\*\*\*

Dans les années 1990, après des affaires telles que le scandale du sang contaminé par exemple, s'est faite jour une défiance des citoyens face à la parole des experts et la mise en scène du débat public dans les médias. Pour que le débat public ait un sens, il faut qu'il offre un espace d'expression à tous les citoyens et ne soit pas confisqué par des professionnels de la communication (tels que les hommes politiques ou les journalistes). Le référendum organisé en 2006 autour d'un projet de Constitution européenne offre un exemple parlant du hiatus entre l'opinion publique telle qu'elle est mise en scène par les médias et telle qu'elle s'exprime en dehors d'eux. Les médias ont surtout donné à entendre une défense unanime de ce projet, contre lequel les Français ont voté à plus de 60%. Conscients de cet écart qui interroge la validité du débat public, les autorités publiques ont mis en place une série de mesures pour favoriser la participation des citoyens au débat public. Avec l'ambition de faire advenir une véritable démocratie participative, ont été créés dans les années 1990 des processus de consultation des citoyens autour des thèmes de l'aménagement urbain, de la vie de quartier et de l'environnement notamment. C'est ainsi que sont nés les conseils de quartier ou les conseils de jeunes, que visaient à inclure tous les citoyens volontaires dans les politiques de proximité. Il s'est aussi agi de remotiver le débat public par la consultation du milieu associatif (dans lequel pas moins d'un Français sur cinq est bénévole). De manière encore plus ambitieuse, ont été organisées dans les années 2000 des conférences de citoyens, dont une sur le thème des OGM, au niveau national. Ces dispositifs visent à faire débattre un groupe de citoyens préalablement formés au thème concerné, pour aboutir à une série de propositions qui nourriront ensuite le débat parlementaire. Ces expériences témoignent d'une volonté de redonner du sens au débat démocratique par des dispositifs qui restituent la parole aux non-professionnels de la politique. Il s'agit de favoriser la capacité des citoyens à se projeter dans l'espace public.

Cette réappropriation de la délibération politique par les citoyens peut être facilitée par internet. Les mouvements "Occupy Wall Street" et "les Indignés" ont énormément utilisé les réseaux sociaux (Facebook, Twitter) pour fédérer les individus auteurs de l'opposition aux règles du néolibéralisme. En Espagne, le mouvement des Indignés a donné naissance à "Podemos" regroupement

politique qui se retrouve aujourd'hui au pouvoir par exemple en Catalogne. Le débat public a donc un sens dans la mesure où il mobilise véritablement les citoyens. La capacité des individus à participer à la délibération politique et à l'élaboration des règles de vie en société dépend d'un bon accès à l'information et de leur autonomie intellectuelle. Le Rapport de Condorcet de 1792 sur l'éducation publique souligne que la qualité de la vie politique et l'avènement de la démocratie impliquent que les citoyens soient éduqués afin de pouvoir prendre part au débat public en connaissance de cause. "La démocratie commence au détruisant des murs" a écrit l'historien du XVIII<sup>ème</sup> siècle Robert Darnton. Les murs à faire tomber en faveur du débat public sont ceux de l'ignorance et de la prédominance des particularismes afin de faire exister un véritable espace public. L'Etat français s'est efforcé de favoriser l'autonomisation des individus par l'éducation, notamment grâce aux lois Ferry de 1881 et 1882 qui instaurèrent l'école publique, gratuite et laïque. Mais la création d'un espace public est un effort à renouveler en permanence, face aux défis de sociétés de plus en plus multiculturelles. L'état doit questionner la façon dont il fait advenir l'espace public afin de renforcer son existence, indispensable à la délibération publique dans le respect des sujets de droit. Dans Le musée de la bibliothèque, vrais parents et faux amis, François de Singly affirme le rôle prépondérant que celles-ci ont à jouer dans la constitution de l'espace public, par l'espace d'ouverture au monde et de discussion qu'elles proposent. Les institutions culturelles, en donnant forme et sens aux pratiques sociales et culturelles des individus, se font jour comme acteurs incontournables de l'émergence d'un espace d'identification collective.

\*\*\*

En définitive, il est apparu que le débat public a toujours un sens dans la mesure où il informe (donne forme à) nos sociétés démocratiques. Toutefois sa capacité à signifier l'être-au-monde de tous les citoyens est menacée par la professionnalisation de la communication et la maîtrise de l'espace médiatique par une poignée d'acteurs. Par conséquent, s'affirme la nécessité de remotiver la délibération publique par le renouvellement des formes de participation, l'éducation des individus et l'actualisation de l'espace public comme lieu d'expression de tous. Pour que le débat public ait un sens il faut que les individus soient autonomes mais conscients de l'espace public qui les unit. "L'esprit fonde l'idée d'une nation ; mais ce qui fait sa force sentimentale, c'est la communauté de rêve" écrit Malraux dans La Tentation de l'Occident. Tout l'enjeu du débat public est de faire exister un espace de délibération rationnelle dont l'existence présuppose le sentiment d'une collectivité.